

NOTE DE SERVICE

N° 05-033-B1 du 31 mai 2005

NOR : BUD R 05 00033 N

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

RÉFÉRENDUM DU 29 MAI 2005

ANALYSE

Dépenses électorales à la charge de l'État

Date d'application : 31/05/2005

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ;
RÉFÉRENDUM ; FRAIS

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Note de service n° 00-110-B1 du 4 octobre 2000

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

PGT	RGF	TPG	DOM	TOM								

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

7^{ème} Sous-direction - Bureau 7B

SOMMAIRE

1. DÉPENSES DE LIBELLÉ ET DE MISE SOUS PLI (ARTICLE 61 § 21, 22, 30 ET 53).....	3
2. FOURNITURE DES IMPRIMÉS ADMINISTRATIFS (ARTICLES 61 ET 90, § 43).....	4
3. FRAIS D’ASSEMBLÉES ÉLECTORALES (ARTICLE 61 § 71)	4
4. INDEMNITÉS POUR TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES ALLOUÉES AUX PERSONNELS DE PRÉFECTURE (ARTICLE 61 § 10).....	5
5. DÉPENSES POSTALES ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS (ARTICLE 61 § 51).....	5
5.1. Prestations de la Poste (§ 51)	5
5.2. Prestations de télécommunications (§ 51)	6
6. AUTRES DEPENSES LIÉES À LA CENTRALISATION DES RÉSULTATS (ARTICLE 61 § 60).....	6
7. FRAIS DE PROPAGANDE DES ORGANISATIONS POLITIQUES	6

La présente note de service a pour objet de préciser à Mesdames et Messieurs les trésoriers-payeurs généraux la nature et les modalités de paiement des dépenses imputables au budget de l'Etat au titre du référendum dont le scrutin est fixé pour la métropole au dimanche 29 mai 2005 et pour certaines collectivités et départements d'outre-mer au samedi 28 mai 2005 ¹.

Ces dépenses sont imputables au chapitre 37-61, article 61 (paragraphe 10 à 83) et article 90 (paragraphe 43) du budget du ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.

Elles sont mandatées par le préfet de département, excepté le remboursement forfaitaire des dépenses de campagne des partis politiques habilités qui seront ordonnancées par le Ministre, au vu de la décision de la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP), ainsi que par ailleurs les frais postaux d'envoi des plis aux électeurs et de centralisation des résultats.

Au plan réglementaire, le projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une constitution pour l'Europe est soumis au référendum, conformément aux dispositions de l'article 11 de la Constitution, par le décret n° 2005-218 du 9 mars 2005.

Les modalités d'organisation du scrutin et de la campagne sont fixées respectivement par les décrets n° 2005-237 et 2005-238 du 17 mars 2005.

1. DÉPENSES DE LIBELLÉ ET DE MISE SOUS PLI (ARTICLE 61 § 21, 22, 30 ET 53)

L'Etat prend en charge les dépenses résultant de l'envoi aux électeurs des plis concernant les documents électoraux (libellé des adresses et mise sous enveloppe) et de la mise en place dans les mairies des bulletins de vote et des enveloppes nécessaires au scrutin. Pour ce scrutin, il n'existe pas de commission de propagande.

Les crédits délégués à cet effet au préfet au paragraphe 21 « Rémunération de services » doivent couvrir tous les frais inhérents aux opérations précitées, soit :

- la rémunération des personnels *internes* ou *externes* à l'administration chargés de l'inscription des adresses et de la mise sous enveloppe des bulletins de vote ;
- les dépenses y afférentes liées aux opérations matérielles (location de salles, de matériels, frais de manutention, mise en place des bulletins et des enveloppes dans les mairies,...).

Par exception, certaines dépenses reçoivent une imputation spécifique au niveau du paragraphe :

- les éventuels frais de *routage* pour la diffusion des documents électoraux sont imputables au paragraphe 22 ;
- lorsqu'il est fait appel, pour la mise sous pli, à une main d'œuvre extérieure à l'administration, les *charges sociales* (part patronale) de ces personnels sont imputables au paragraphe 30 ;
- en cas de recours à un prestataire de service pour effectuer le *transport* des documents entre la préfecture et les lieux de libellé et de mise sous pli, la dépense est imputable au paragraphe 53.

Dans le cas du recours à des personnels administratifs, quel que soit leur statut, leur rémunération ne peut en aucun cas s'effectuer sous forme de subvention au bénéfice de la collectivité ou du service dont dépendraient ces agents.

L'attribution individuelle pour les agents chargés de l'encadrement comme pour ceux n'assurant que l'exécution du libellé et de la mise sous pli, ne peut excéder la somme de 810 €, plafond fixé par *référence* aux textes visés au chapitre 4 ci-après "indemnités pour travaux supplémentaires aux personnels de préfecture".

¹ Saint-Pierre-et-Miquelon, Martinique, Guadeloupe, Guyane, Polynésie française, centres de vote des français de l'étranger situés sur le continent américain (décret n° 2005-237 du 17 mars 2005)

Le paiement afférent aux dépenses de personnel, appartenant ou non à la fonction publique, ne sera effectué qu'au vu d'un *état récapitulatif* visé du préfet qui mentionnera, pour chaque personne concernée, les sommes dues.

Le recrutement de personnes extérieures à l'administration n'est pas assujéti à la déclaration préalable d'embauche prévue par le code du travail dès lors qu'ils sont regardés comme étant titulaires d'un contrat de droit public qui les lie à l'Etat. Le recrutement de personnes privées d'emploi nécessite de prendre un arrêté préfectoral pour travaux d'intérêt général. Contrairement à la part patronale, le versement de la part salariale des cotisations sociales est imputé avec la rémunération principale au § 21.

Les éventuelles opérations de tri et de transport entre le lieu de mise sous pli et l'entrée dans le réseau postal, confiées à des agents de la Poste, ne doivent pas donner lieu à rémunération directe, mais font l'objet d'une tarification incluse dans le marché passé spécifiquement avec cet organisme (cf. infra 5.1).

2. FOURNITURE DES IMPRIMÉS ADMINISTRATIFS (ARTICLES 61 ET 90, § 43)

Il appartient au préfet de faire imprimer les documents électoraux qui ne sont pas fournis par les services centraux du ministère de l'intérieur, à savoir :

- l'affiche reproduisant le texte du décret de convocation des électeurs et celui du projet de loi constitutionnelle (sans le texte du décret) ;
- le texte des décrets portant organisation du référendum et relatif à l'organisation de la campagne;
- l'affiche indiquant les dispositions du code électoral relatives au secret et à la liberté de vote ;
- éventuellement, l'arrêté préfectoral modifiant les horaires du scrutin ;
- l'avis rappelant, pour les communes de plus de 5 000 habitants, la liste des pièces d'identité recevables pour voter ;
- l'avis aux électeurs concernant la validité des bulletins de vote ;
- les trois types de procès-verbaux et leurs intercalaires (modèles A, B et C) destinés au recensement des votes.

Ces dépenses sont imputables à l'article 61, paragraphe 43.

Les autres imprimés nécessaires sont, soit fournis par les services centraux du ministère de l'intérieur (enveloppes de scrutin, cartes électorales, volets de procuration), soit à la charge des communes (feuilles de pointage). Toutefois, les enveloppes de centaine nécessaires au dépouillement sont commandées par le préfet et imputées sur les dépenses électorales communes (article 90, § 43).

3. FRAIS D'ASSEMBLÉES ÉLECTORALES (ARTICLE 61 § 71)

Aux termes de l'article L 70 du code électoral, les dépenses mentionnées ci-après, résultant de l'organisation des assemblées électorales tenues dans les communes, sont à la charge de l'Etat.

Elles recouvrent l'aménagement des lieux de vote et leur remise en état après le scrutin, les frais relatifs aux panneaux d'affichage (achat, entretien, installation et enlèvement) et les frais de manutention engagés à cet effet en dehors des heures ouvrables.

Elles sont remboursées sous la forme d'une *subvention* calculée à raison de 0,09 € par électeur inscrit dans la commune au jour du scrutin et de 38,11 € par bureau de vote.

4. INDEMNITÉS POUR TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES ALLOUÉES AUX PERSONNELS DE PRÉFECTURE (ARTICLE 61 § 10)

Les personnels de préfecture peuvent bénéficier d'indemnités pour travaux supplémentaires dans les conditions fixées par l'arrêté du 13 février 2004, pris en application du décret n° 2004-143 du 13 février 2004 fixant les conditions d'attribution de l'indemnité pour travaux supplémentaires allouée à certains personnels de l'Etat, à l'occasion des élections politiques.

Le plafond d'indemnisation pour travaux supplémentaires autorisé par agent est de 540 € montant susceptible d'être porté à 810 € (majoration de 50 %) pour un maximum de 20 % d'entre eux lorsque ces agents effectuent des tâches d'encadrement.

Le paiement sera effectué au vu d'un état récapitulatif unique, visé du préfet.

En application de l'article 87 du code général des impôts, ces rémunérations comme toutes celles versées à l'occasion des élections sont soumises à déclaration fiscale.

5. DÉPENSES POSTALES ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS (ARTICLE 61 § 51)

5.1. PRESTATIONS DE LA POSTE (§ 51)

L'article 38 du cahier des charges, approuvé par le décret 90-1214 du 29 décembre 1990, prévoit que la correspondance bénéficiant avant le 1er janvier 1996 de la « franchise postale » en application des dispositions du code électoral ou des textes législatifs et réglementaires relatifs aux élections continue d'être acheminée selon ces modalités mais que les frais y afférents sont remboursés par l'Etat, au vu d'une convention passée entre l'Etat et la Poste en date du 27 février 2004.

Sur ces bases, les dépenses postales considérées, *à l'exception de l'envoi des plis aux électeurs faisant l'objet d'un marché ordonnancé au niveau central*, sont désormais mandatées et payées au niveau du département sur le paragraphe 51 « Dépenses postales et de télécommunications », au vu de la facture présentée par la direction départementale de la Poste.

Sont concernées les correspondances suivantes :

- les prestations prévues par le code électoral : envoi des volets, avis et notifications nécessaires au vote par procuration (article L 78), des notifications aux assesseurs et délégués des candidats (article R 46), des procès-verbaux et listes d'émargement (articles L 68, R 112 et R 188), envoi des bulletins de vote lorsqu'il est confié à la Poste ;
- toutes les autres correspondances relatives aux élections sont exclues de la convention et suivent le régime de droit commun postérieur à la suppression de la franchise au 1^{er} janvier 1996 (correspondances administratives aux services administratifs de l'Etat, aux maires, candidats et différentes autres instances, correspondances des mairies liées à la révision des cartes électorales, frais d'affranchissement des cartes électorales à la charge des communes selon une tarification spécifique, listes d'émargement adressées avant et après le scrutin).

La facture départementale de la Poste comprend les envois effectués sous l'autorité du préfet et ceux afférents à la commune du département à laquelle le pli est destiné. Les éléments de tarification sont vérifiés par l'ordonnateur et font, par ailleurs, l'objet d'un compte rendu d'exécution au niveau central.

Hormis les frais d'acheminement du courrier indiqués ci-dessus, La Poste peut être sollicitée pour effectuer des prestations complémentaires de tri et de transport du courrier jusqu'à l'entrée dans le réseau postal. Ces dépenses, prévues par le marché précité, spécifique à l'envoi de la propagande électorale, sont prises en charge *au niveau central* au même titre que, par ailleurs, les frais d'acheminement des procès-verbaux de centralisation des résultats au Conseil constitutionnel.

5.2. PRESTATIONS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS (§ 51)

Les préfetures ont la charge de mettre en œuvre le dispositif de centralisation des résultats faisant appel, d'une part à des personnels administratifs et, d'autre part, à un opérateur (France Télécom ou autre) pour les installations techniques.

Les dépenses relatives aux installations techniques nécessaires au recensement et à la transmission des résultats (installation de lignes temporaires, abonnement, communications,...) comprenant, le cas échéant, les coûts des personnels techniques notamment de maintenance, sont mandatées, au vu de la facture de l'opérateur, sur le paragraphe 51 « Dépenses postales et de télécommunications ».

Les personnels administratifs chargés de la collecte et de la transmission des résultats, choisis parmi les personnels de préfecture, sont rémunérés au titre des indemnités pour travaux supplémentaires susvisées.

6. AUTRES DEPENSES LIÉES À LA CENTRALISATION DES RÉSULTATS (ARTICLE 61 § 60)

Les dépenses de carburant exposées par les gendarmes, requis par les préfets, pour porter les procès-verbaux dans le cadre de la centralisation des résultats électoraux, peuvent être prises en charge conformément aux dispositions de la circulaire n° INT/A/94/00073C du 24 février 1994 relative aux modalités d'emploi des crédits consacrés aux élections et trouvent leur fondement dans le code électoral (pli par porteur). En l'état actuel de leurs modalités de paiement, la facture du prestataire est établie au nom de la préfecture par le fournisseur de carburant.

7. FRAIS DE PROPAGANDE DES ORGANISATIONS POLITIQUES

En application de l'article 8 du décret n° 2005-238 du 17 mars 2005 relatif à la campagne en vue du référendum, les dépenses de campagne des partis ou groupements politiques, habilités conformément à l'arrêté du 1^{er} avril 2005, font l'objet d'un remboursement de la part de l'Etat dans la limite d'un plafond de 800 000 €

Ces dépenses qui regroupent les frais d'impression d'affiches, tracts, brochures, tenue de manifestations ou réunion, seront *ordonnées par le ministre*, au vu de la décision rendue par la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, conformément aux dispositions fixées par sa circulaire n° 2005-01 du 5 avril 2005. Le créancier est le mandataire du parti et non celui désigné spécifiquement pour régler les dépenses du référendum.

Toute difficulté d'application de la présente note de service devra être signalée à la direction générale sous le timbre du bureau 7B (téléphone : 01.53.18.83.70, mél : patrick.plessis@cp.finances.gouv.fr, fax : 01.53.18.36.65).

LE SOUS-DIRECTEUR,
CHARGÉ DE LA 7^{ÈME} SOUS-DIRECTION

BRUNO SOULIE

